

moment alors qu'ils ont l'occasion de se prononcer sur cette même question, il prétend que nous aurions mieux fait de retourner au comité et peut-être d'étudier le bill de nouveau. Si ce que nous devrions avoir c'est un office national de commercialisation, ils l'ont et devront vivre et s'en accommoder. Permettez-moi de dire à ce député et au NPD qu'ils ont préconisé l'idée pendant des années et qu'en fait ils l'ont si bien propagée que le parti libéral l'a adoptée.

M. Skoberg: Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je crois que le député qui a maintenant la parole a mal interprété la motion dont la Chambre est actuellement saisie. C'est une motion pour renvoyer une partie du bill au comité. Il n'a nullement été question que tout le bill soit renvoyé, mais seulement cette partie dont on discutait.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Le point soulevé n'est qu'un argument ou un point de débat. Je crois qu'on devrait permettre au député de Mackenzie (M. Korchinski) de poursuivre.

M. Korchinski: Monsieur l'Orateur, j'accepte l'explication du député. Je sais maintenant qu'il appuie fermement ce bill stupide. Ni moi ni mon parti ne sommes favorables à ce bill stupide qui ne résoudrait en rien aucun des problèmes auxquels font face ceux qui sont engagés dans l'industrie agricole. Pour l'amour du ciel, la société de crédit agricole a-t-elle fait quelque chose à ce sujet? N'a-t-elle pas préconisé l'agrandissement des fermes et ainsi de suite? Peut-on préconiser une plus grande efficacité et, en même temps, réduire la production? Comment peut-on réduire la production et réaliser le même chiffre de revenu?

Le député qui a parlé ne voulait pas d'un produit net qui compenserait le coût de production. Il doit en quelque sorte l'expliquer à ses gens et j'aimerais connaître ses arguments pour pouvoir m'en servir aux prochaines élections. Je veux savoir quelle est la position du NPD. J'aimerais l'entendre maintenant et ensuite le lire au compte rendu pour pouvoir en faire part non seulement à mes propres commettants mais encore à ceux de toutes les autres circonscriptions. Tout néo-démocrate soutient fermement le principe d'une réglementation. C'est vrai. C'est également vrai qu'en Saskatchewan, le gouvernement ne voulait pas que les habitants exercent un contrôle sur leurs propres terres. L'ancien gouvernement libéral permettait au moins au public d'acheter certaines terres. Il leur accordait 20 ou 30 ans pour le faire.

Ce n'était cependant pas la philosophie du Nouveau parti démocratique et c'est pourquoi ils ne veulent pas que ce projet de loi soit adopté car il servira à mettre en application certains de leurs principes stupides et ils savent pertinemment qu'ils ne donneront pas de résultat. Je ne comprends pas très bien pourquoi le gouvernement a tellement insisté pour faire adopter ce projet de loi. Maintenant que nous sommes tout près de voter, je ne comprends pas pourquoi il a insisté pour faire adopter ce genre de loi empreinte de la philosophie néo-démocrate qui entraîne la dictature, le contrôle.

M. Howard (Skeena): Quelle honte!

[M. Korchinski.]

M. Korchinski: Je suis tout à fait d'accord avec vous que cette loi ne donnera pas de résultat. On ne peut à la fois restreindre la production et l'augmenter. On peut exercer un contrôle sur la production mais non sur le coût de production et rien dans le projet de loi ne dit que cela est possible. Ce qui arrivera seulement, c'est que le petit agriculteur sera noyé et tout cela sera pour lui de la foutaise comme vous semblez le dire. Ce genre de mesure ne permet à personne de survivre.

Je me demande pourquoi le NDP commence à faire de l'obstruction. Ce doit être parce qu'ils ont peur. C'est le résultat d'une poussée qu'ils ont donnée au gouvernement libéral, poussée que le gouvernement a encaissée pensant que ce serait le salut. Il y a un élément gauchiste en face. J'ai posé aujourd'hui au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) une question intéressante dont beaucoup de députés n'ont peut-être pas compris les conséquences. Je lui ai demandé si nous avions protesté auprès de la Russie. Un autre facteur est que l'élément gauchiste de ce pays protestera auprès des États-Unis mais pas auprès de la Russie.

Ces groupes de protestataires vociférants agiront dans un sens mais pas dans d'autre. Ils ont ainsi roulé le gouvernement au point que les sondages démontrent qu'il n'en reste plus rien. Si vous pensez que les gens sont stupides, aveugles ou naïfs, continuez dans cette direction. Ces deux partis pourraient aussi bien se coaliser. Les députés de ma gauche sont en fait des libéraux pressés, mais ils vont accélérer la destruction du parti libéral. Je demande au gouvernement de les écouter. Pendant toutes ces années, c'est l'opposition officielle qui a été l'auteur des changements importants apportés au bill. Tous les députés qui faisaient partie de ce comité savent que nous étions sincères. Les députés ministériels luttaient contre nous avec autant de sincérité que nous contre eux et la représentation ministérielle au sein du comité a été modifiée aussi souvent qu'il le fallait pour défendre un article que nous voulions amender. Nos vis-à-vis se trouvent maintenant dans cette situation. Vont-ils prêter l'oreille à pareille proposition du NPD?

• (4.30 a.m.)

Une voix: Oui.

M. Korchinski: Alors, je suis tout à fait disposé à vous voir aller à vau-l'eau. Et je le dis sans hésitation.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si vous connaissez un meilleur endroit que cela, allez-y.

M. Korchinski: Au dire d'un député, les syndicats agricoles voulaient un bill comme celui-ci. J'ai déjà appartenu à un syndicat agricole et j'ai fait tout mon possible pour l'améliorer.

Une voix: Dans le triangle de Palliser?

M. Korchinski: Non, nous en sommes loin. Nous cultivons des arbres de Noël dans ma circonscription. Nous faisons tout notre possible parce que nous étions de petits fermiers. Nous devons lutter pour subsister. Et vous savez, monsieur l'Orateur, comme il nous faut lutter pour subsister, si nous acceptons un autre emploi pour faire l'appoint, le ministre du Revenu national (M. Gray) va dire que nous ne pouvons plus déduire nos dépenses agricoles pour fins d'impôts sur le revenu. Voilà un autre problème que nous devrions examiner avec le gouvernement.